



The national Chamber of private judicial officers disputes the constitutionality of such a text and an action is in hand, as underlined by Georgi Dichev. For his part, Bernard Menut, secretary of the board of UIHJ, stressed that such a different treatment would raise the question of the violation of article 6-1 of the European Convention of Humans Rights. Since the Horsby case the judicial officers know that enforcement of court decision is an element of an equitable lawsuit, and since the more recent Pini case, they are recognised as a distinctive essential element of a State of law. For his part, the debtor is entitled to an equitable enforcement and the application of the VAT (such as it is currently considered by the Bulgarian government for the private judicial officers) creates an inequitable situation for the debtor.

One can reasonably hope that the Bulgarian government will re-examine its project so that the application of the VAT is done with constant constraints for the debtor<sup>4</sup>.

2 - The access to information concerning the assets of the debtor encounters unexpected difficulties for the private judicial officers. Even if the access is largely open, they must indeed pay to obtain certain information, while at the same time their civil servant colleagues do not have to pay to obtain them. If they had to, they wouldn't be in a position to do so, by lack of funds. There again, the inequitable treatment made to the debtor (who finally is the one who pays the expenses) must end thanks to the action of the private judicial officers.

### A High Level of Trust

In his moral report, President Georgi Dichev underlined how invaluable was the help of the UIHJ during the drafting of the texts relating to the profession, especially at the moment of the drafting of the statute, the discussion of the tariff discussion or the vocational training. The UIHJ experts<sup>5</sup> had gone to Bulgaria to support the reform process.

Georgi Dichev denounced the aggressions and intimidations that certain private professionals had been the object of without changing the determination of the private judicial officers to achieve their aims. He was pleased with the received support on behalf of the legal authorities at the time of these regrettable events.

The will to preserve very high ethical standards will make it possible to develop the image of the private judicial officer in Bulgaria. The national chamber of private judicial officers of Bulgaria clearly understood that ethics is as necessary as the activity for the profession. There is no doubt that Georgi Dichev's remarks in this direction will be well appreciated from the legal and political authorities of the country, but also from the public opinion.

The high level of confidence towards the private judicial officers is high, and the profession must do all that will be necessary to maintain it and even to increase it. The economic and political future of the profession is exploited its capacity to convince and like in a country which plays from now on in the "major league"<sup>6</sup>.

4. The private judicial officers would be subjected to the VAT - 20% - whereas their civil servants colleagues would be exonerated from it.

5. Jos Uitdehaag (Holland) and Bernard Menut (France), with Patrick Safar (France).

6. European Union made up of 27 partners.

## Participation de l'UIHJ à la 8e réunion plénière de la CEPEJ

L'UIHJ a été invitée à participer des 6 au 8 décembre 2006 au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg à la 8e réunion plénière de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ).

### Des résultats concrets

La Commission pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe a été créée en 2002. Elle a pour objet l'amélioration de l'efficacité et du fonctionnement de la justice dans les Etats membres, et le développement de la mise en œuvre des instruments élaborés par le Conseil de l'Europe dans ce but. Pour réaliser ces différentes tâches, la CEPEJ met au point des indicateurs, collecte et analyse des données, définit des mesures et des moyens d'évaluation, rédige des documents (rapports, avis, lignes directrices, plans d'action, etc.), tisse des liens avec les instituts de recherche et les centres de documentation, invite des personnalités qualifiées, des ONG, procède à des auditions, développe des réseaux de professionnels de la justice. Dans le cadre de ses travaux, la CEPEJ a élaboré le texte de la Recommandation (2003)17 du 9 septembre 2003 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice.

La 8e réunion plénière de cette commission était présidée par son président, Eberhard Desch, entouré de Stéphane Leyenberger, secrétaire, Muriel Decot, secrétaire adjointe et Pim Albers, conseiller spécial. Les quarante-six Etats membres du Conseil de l'Europe étaient représentés à l'exception de l'Albanie, du Liechtenstein, de Saint-Marin, de la Serbie et de l'Ukraine. Parmi les Etats observateurs figuraient le Saint-Siège, le Japon et le Monténégro. L'UIHJ, en qualité de membre observateur, était représentée par son 1er secrétaire, Mathieu Chardon. Les autres membres observateurs étaient constitués par des

*Le siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg (France) – The Council of Europe in Strasbourg (France)*





représentants de conseils de barreaux européens, d'associations et fédérations européennes de juges, de magistrats et de procureurs, le Réseau européen de formation judiciaire, la Cour européenne des droits de l'homme, le Comité européen de coopération juridique, le Comité européen pour les problèmes criminels, et le Comité directeur pour les droits de l'homme.

La séance d'ouverture a débuté par une intervention de Guy de Vel, directeur général des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe, qui a insisté sur l'importance de la CEPEJ et la qualité du travail accompli par cette commission. Puis ce fut le tour de Guy Canivet, premier président de la Cour de cassation française de présenter une allocution pour introduire le thème de : « Pour une architecture pour la formation des magistrats appelés à exercer des fonctions de chefs de grandes juridictions, dans le cadre des activités de coopération bilatérale de la CEPEJ ».

M. Desch a ensuite rappelé que la CEPEJ devait fournir des résultats concrets, lesquels devaient être les points centraux des considérations de la Commission.

Parmi les réunions récentes auxquelles ont participé la CEPEJ, Muriel Decot a donné un bref compte-rendu de la conférence finale qui s'est tenue fin novembre à Baku (Azerbaïdjan) dans le cadre du projet Tacis sur l'exécution des décisions de justice et le statut des agents de l'exécution, et dont l'UIHJ était attributaire. Mme Becot y a présenté la recommandation (2003)17 du 9 septembre 2003. Elle a rappelé la présence d'une cinquantaine d'huissiers de justice à ce séminaire ainsi que des représentants du ministère de la justice d'Azerbaïdjan.

### Des développements significatifs dans les Etats membres

Puis les représentants des Etats membres du Conseil de l'Europe ont exposé les développements significatifs récents dans le domaine judiciaire dans leurs pays. Il en ressort que la quasi-totalité des pays du Conseil de l'Europe procèdent actuellement ou ont procédé à des réformes — souvent profondes pour les pays en transition — des institutions judiciaires. Les technologies modernes prennent une place de plus en plus importante dans ces réformes. Il a été évoqué un

programme informatique turc très avancé destiné à gérer de façon informatisée le traitement des dossiers des tribunaux et des archives des juridictions, au moyen d'une liaison satellitaire. Ce système de E-Justice devrait être mis en place en 2007 en Turquie. La Fédération de Russie travaille actuellement sur un projet qui permettrait, en matière criminelle, d'éviter à l'accusé emprisonné de comparaître physiquement à l'audience, grâce à un système de vidéoconférence. Il a également été question de communication électronique au sein des juridictions et de l'éventualité de notifier des documents par cette voie. La publication sur Internet de l'ensemble des décisions rendues par les juridictions ou l'enregistrement des audiences a également été évoquée dans certains pays. Ces propositions, qui sont faites dans un but de transparence, ne manquent pas de poser un certain nombre de questions en matière de respect du droit à la vie privée.

La centralisation et la réduction du nombre de juridictions ou de recours sont également constatées dans un certain nombre d'Etats comme la Suède, la Suisse, l'Espagne, la Finlande, le Danemark, Malte, la Bosnie et Herzégovine...

Pour certains pays d'Europe de l'Est et d'Europe centrale et orientale (Fédération de Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Moldavie...) des réformes structurelles sont en cours et visent à moderniser les institutions judiciaires. Elles permettront également aux professionnels du droit de travailler dans des conditions matérielles plus favorables (réfection et aménagement des locaux et des tribunaux, informatisation...).

### Une évaluation des systèmes judiciaires européens

Le rapport 2006 sur les systèmes judiciaires européens (chiffres 2004) a été commenté. Ce rapport très complet dans son champ traite sur plus de 200 pages de l'état des systèmes judiciaires dans les 46 Etats membres du Conseil de l'Europe. Il concerne les points suivants :

- budgets alloués à la justice (tribunaux, ministère public, aide judiciaire) ;
- les usagers des tribunaux ;
- les tribunaux ;
- les juges, Rechtspfleger et personnel des tribunaux ;

*Eberard Desch, président de la CEPEJ — President of the CEPEJ*





- le procès équitable dans un délai raisonnable ;
- les procureurs ;
- les avocats ;
- l'exécution des décisions judiciaires ;
- les notaires ;
- les mesures alternatives au règlement des litiges ;
- les systèmes judiciaires.

L'excellent impact de ce document a été salué par tous et une revue de presse a été commentée par les participants.

Plusieurs autres rapports préparés par la CEPEJ ont été présentés puis approuvés par l'assemblée. Parmi les travaux, citons ceux relatifs au programme cadre : « Un nouvel objectif pour les systèmes judiciaires européens : le traitement de chaque cas dans un délai optimal et prévisible ». Figurait également le rapport sur « L'évaluation de l'impact des recommandations du Conseil de l'Europe en matière de médiation », actuellement en préparation.

### D'excellentes relations entre la CEPEJ et l'UIHJ

Les membres observateurs ont présenté leurs activités en cours intéressant la CEPEJ. Pour le compte de l'UIHJ, Mathieu Chardon a remercié M. Desch pour son invitation. Il a souligné les excellentes relations entre les deux organisations et a rappelé combien les travaux de la CEPEJ pouvaient influencer, directement ou indirectement, sur le développement de la profession d'huissier de justice en Europe et dans le monde. Le 1er secrétaire de l'UIHJ a indiqué combien l'UIHJ approuvait la Recommandation (2003)17 et en assurait la promotion dans tous les pays membres, y compris en dehors de l'Europe, en Asie, en Afrique ou en Amérique. Mathieu Chardon a salué la présence de M. Pim Albers, conseiller spécial de la CEPEJ, lors du congrès international de Washington. Il a ensuite fait une présentation des activités de l'UIHJ et des projets en cours, notamment ceux relatifs à la création d'un code mondial de l'exécution, aux normes mondiales de signification et au récent programme de pluridisciplinarité pour la profession d'huissier de justice développé en 16 points.

Le nouveau site — très complet — de la CEPEJ a été dévoilé. Il est possible d'accéder à ce site en cliquant sur le lien suivant :

[http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/cepej/default\\_fr.asp](http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/cepej/default_fr.asp)

La 8e réunion plénière de la CEPEJ était également l'occasion de procéder à l'élection du nouveau président et des membres du bureau. Le nouveau bureau de la CEPEJ est constitué comme suit :

- Fausto de Santis (Italie) : président ;
- John Stacey (Royaume Uni) : vice-président ;
- Elsa Garcia-Matras de Blas (Espagne) et Margus Sarapuu (Estonie), membres.

L'UIHJ salue l'excellent travail accompli par M. Desch et les relations privilégiées entretenues entre les deux organisations. L'UIHJ adresse ses félicitations au nouveau président de Santis et lui assure de sa volonté de poursuivre ses bonnes relations avec la CEPEJ.



*Pendant la réunion — During the meeting*

## Participation of the UIHJ at the 8th Plenary Meeting of the CEPEJ

The UIHJ was invited to take part from 6 to 8 December 8, 2006 at the Council of Europe in Strasbourg in the 8th plenary meeting of the European Commission for the efficiency of justice (CEPEJ).

### Concrete Results

The Commission on the efficiency of justice (EPEJ) of the Council of Europe was created in 2002. Its aim is the improvement of the efficiency and functioning of justice in the member States, and the development of the implementation of the instruments adopted by the Council of Europe to this end. In order to carry out these different tasks, the CEPEJ prepares benchmarks, collects and analyses data, defines instruments of measure and means of evaluation, adopts documents (reports, advices, guidelines, action plans, etc), develops contacts with qualified personalities, non-governmental organisations, research institutes and information centres, organises hearings, promotes networks of legal professionals.

Within the framework of its work, the CEPEJ elaborated the text of the Recommendation (2003) 17 of September 9, 2003 of the Committee of the Ministers for the Council of Europe to the Member States on enforcement.

The 8th plenary session of this commission was chaired by its president, Eberhard Desch, assisted by Stephan Leyenberger, secretary, Muriel Decot, assistant secretary and Pim Albers, special adviser. The forty six Member States of the Council of Europe were represented except for Albania, Liechtenstein, San Marino, Serbia and the Ukraine. Among the observant States appeared the Holy See, Japan and Montenegro. The UIHJ, as in observer, was represented by its 1st secretary, Mathieu Chardon. The other observers consisted in representatives of councils of European bars, associations and federations of European judges, magistrates and prosecutors, the European Judicial Training Network, the European Court of Human rights, the European Committee on legal co-operation, the European Committee for criminal problems, and the Steering Committee for Human rights.

The meeting begun with an intervention from Guy de Vel, Director General of Legal Affairs of the Council of Europe, who insisted on the importance of the CEPEJ and the quality of the work achieved by this commission. Then it was the



*Le bureau de la CEPEJ – The board of the CEPEJ*

turn of Guy Canivet, first president of the French Court de Cassation to present a short speech to introduce the topic of: "An architecture for the training of judges and prosecutors who could exercise the functions of Heads of large courts, within the framework of the bilateral cooperation activities of the CEPEJ".

Mr. Desch then pointed out that the CEPEJ was to provide concrete results, which were to be the central points of the considerations of the Commission. Among the recent meetings in which the CEPEJ took part, Muriel Decot gave a short report of the final conference which was held at the end of November in Baku (Azerbaijan) within the framework of the Tacis project on the execution of court decisions and the statute of enforcement agents, of which assigned to the UIHJ. Mrs Decot presented there the recommendation Rec(2003)17 of September 9, 2003. She mentioned the presence of about fifty judicial officers to this seminar as well as representatives of the ministry of justice of Azerbaijan.

### Significant Developments in the Member States

Then the representatives of the Member States of the Council of Europe exposed the recent significant developments in the legal field in their countries. This reveals that the near total of the countries of the Council of Europe are currently – or have been – in the process of reforms of their legal institutions – often deep for the countries in transition. Modern technologies take an increasingly important place in these reforms. It was evoked a very advanced Turkish data-processing program intended to manage in a computerized way the treatment of the files of the courts and files of the jurisdictions, by means of a satellite connection. This system of E-Justice should be set up in 2007 in Turkey. The Russian Federation currently works on a project which would allow, in criminal matter, to avoid the imprisoned defendant to appear physically at the court hearing, thanks to a system of videoconference. It was also question of electronic communication within the jurisdictions and the possibility to notify documents by this way. The publication on the Internet of the whole of the decisions rendered by the jurisdictions or the recording of the court hearings was also evoked in certain countries. These proposals, which are made with an aim of transparency, do not fail to pose a certain number of questions as regards respect of right to privacy.

The centralization and the reduction of the number of jurisdictions or recourses are also noted in a certain number of States like Sweden, Switzerland, Spain, Finland, Denmark, Malta, Bosnia and Herzegovina, etc.).

For certain countries of Eastern Europe and Central and Eastern Europe (such as Russian Federation, Georgia, Armenia, Azerbaijan or Moldova) structural reforms are in hand aiming at modernizing the legal institutions. They will also allow for the law professionals to work under more favourable material conditions (mending of the court buildings, installation of offices, computerization, etc.).

### An Evaluation of the European Legal Systems

The 2006 report on European judicial systems (figures 2004) was commented on. This very extensive report deals on over 200 pages of the state of the

judicial systems in the 46 Member States of the Council of Europe. It concerns the following points:

- budgets allocated to justice (courts, public ministry, legal aid)
- court users
- courts
- judges, Rechtspfleger and personnel of the courts
- fair trial within a reasonable time
- prosecutors
- lawyers
- execution of the court orders
- notaries
- alternative dispute resolution
- legal systems

The excellent impact of this document was greeted by all and a press review was commented on by the participants.

Several other reports prepared by the CEPEJ were presented then approved by the assembly. Amongst the works, let us quote those relating to the programme: "A new objective for the European legal systems: the processing of each case within an optimal and foreseeable timeframe". The report was also reproduced on "the evaluation of the impact of the recommendations of the Council of Europe on mediation", currently in preparation.

### Excellent Relations Between the CEPEJ and the UIHJ

The observant members presented their activities in progress interesting the CEPEJ. On behalf of the UIHJ, Mathieu Chardon thanked Mr. Desch for his invitation. He underlined the excellent relations between the two organizations and recalled how much work CEPEJ could influence, directly or indirectly, on the development of the occupation of judicial officers in Europe and in the world. The 1st secretary of the UIHJ indicated how much the UIHJ approved the Recommendation (2003) 17 and ensured its promotion in all the Member States ensured, including – apart from Europe – Asia, Africa or America. Mathieu Chardon greeted the presence of Mr. Pim Albers, special adviser of the CEPEJ, at the time of the international congress of Washington. He then made a presentation of the activities of the UIHJ and of the projects in progress, in particular those relating to the creation of a worldwide code of enforcement, to the world standards of service of documents and the recent programme of the multi-field judicial officer developed in 16 points.

The new – very complete – web site of the CEPEJ was revealed. It is possible to reach this site through the following link:

[http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/cepej/default\\_EN.asp?](http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/cepej/default_EN.asp?)

The 8th plenary session of the CEPEJ was also the occasion to proceed to the election of the new president and the members of the office. The new office of the CEPEJ is made up as follows:

- Fausto de Santis (Italy): president
- John Stacey (United Kingdom): vice-president
- Elsa Garcia-Matras de Blas (Spain) and Margus Sarapuu (Estonia), members

The UIHJ greets the excellent work achieved by Mr. Desch and the privileged relations maintained between the two organizations. The UIHJ addresses its congratulations to new president de Santis and ensures him of its will to continue its relations with the CEPEJ.